

Initiatives ministérielles

Nous, députés de l'opposition, sommes très reconnaissants de l'appui que nous accorde le tiers parti à la Chambre. Nous savons que le parti du député nous a grandement aidés dans notre lutte contre l'adoption de ce projet de loi. Je sais que le député de Kamloops partage mon point de vue. Lorsque j'écoutais le discours du député—et, je le répète, ses propos étaient très éloquents—je me suis demandé si les électeurs de la Saskatchewan ne confondaient pas «libéral» et «NPD» sur les bulletins de vote, car notre parti est d'accord avec tout ce qu'il a dit et, en fait, nous faisons régulièrement les mêmes suggestions à la Chambre. Je le félicite de ses observations.

Cela étant dit, je voudrais poser une question au député. J'aperçois le député de Macleod en face. L'adoption éventuelle de ce projet de loi doit le rendre très nerveux, car ses amis et ses voisins n'approuveraient pas cette mesure législative.

Selon les chiffres du ministre, l'Ouest a reçu les deux tiers des crédits dépensés conformément aux dispositions de la loi. Je suis certain qu'une grande partie de cet argent est allé dans la circonscription de Macleod et, en fait, dans toute l'Alberta. Or, voici que le gouvernement retire ces fonds en adoptant une attitude que j'estime incorrecte. La loi actuelle l'oblige à verser cet argent. Il ne peut pas présumer, comme il le fait, que la Chambre adoptera ce projet de loi. En effet, si les députés de l'Alberta et celui de Winnipeg-Sud se levaient et s'opposaient à cette mesure législative, comme leurs amis, leurs voisins et leurs électeurs souhaiteraient qu'ils le fassent, j'en suis sûr, et s'ils votaient contre ce projet de loi, celui-ci ne serait pas adopté. Alors, cette mesure législative épouvantable n'entrerait pas en vigueur et le gouvernement serait obligé de distribuer l'argent au compte-gouttes, comme l'exigent les dispositions de la loi actuelle.

Je dois dire que j'ai été sidéré de les voir applaudir à ce projet de loi lorsque le ministre de l'Agriculture a fait son discours pour le présenter l'autre jour. Il ne reste plus qu'à se demander s'ils représentent vraiment les intérêts de leurs électeurs ou s'ils font le travail que le député de Prince-Albert—Churchill River accomplit aujourd'hui en se faisant le porte-parole de ses électeurs.

Le député n'est-il pas de mon avis, soit que les électeurs des autres députés du Manitoba, de l'Alberta et de la Saskatchewan, en particulier, perdront leurs droits si ce projet de loi est adopté? Cette mesure législative ne les privera-t-elle pas des deux tiers de 27 millions de dollars, soit environ 18 millions de dollars, si mon calcul est bon? Cette mesure législative n'ira-t-elle pas chercher 18 millions de dollars dans les poches de ces gens, les dépouillant ainsi de moyens de subsistance auxquels ils auraient normalement eu droit? Ne pense-t-il pas que c'est un scandale?

M. Funk: Monsieur le Président, je comprends très bien la question du député de Kingston et les Îles. À vrai dire, c'est un peu un soulagement puisqu'il a battu un excellent candidat du Nouveau Parti démocratique dans sa circonscription, le major Len Johnson, qui est né et qui a été élevé dans la circonscription de Prince-Albert, que je représente.

À lui qui est du centre du Canada et qui n'est peut-être pas très au courant de la politique de l'Ouest, je signale que, dans bien des cas, les gens de cette région appuient le NPD plutôt que le Parti libéral parce qu'ils sont très progressistes et que l'expérience leur a appris, plus particulièrement en Saskatchewan, qu'il n'est pas nécessaire de faire recycler ces idées progressistes par le Parti libéral pour les faire mettre en application. Nous avons prouvé dans l'Ouest que le NPD les met mieux en application.

Une voix: Mais vous ne prenez pas le pouvoir.

M. Funk: Nous l'avons pris dans cette région. Les gouvernements que nous avons formés dans l'ouest du Canada ont bien rempli leur mandat, ce que les gens là-bas reconnaissent. Nous espérons élargir un jour ce mandat à l'échelle nationale, et je soupçonne qu'un bon nombre de députés qui siègent aujourd'hui sous la bannière libérale s'en réjouiraient et voudraient, à un moment ou l'autre, se joindre à nous.

C'est une excellente question parce qu'elle porte sur les pressions que les ministériels subissent, je le sais, de la part de leurs électeurs. Ces électeurs sont en colère. Ils savent exactement ce qui leur arrive et ils l'ont exprimé sans détour au congrès conservateur, mais l'indifférence semble être la politique du gouvernement à l'endroit de son propre congrès.